

Accord-cadre de conception  
et livraison d'objets  
promotionnels *via* une  
boutique en ligne pour le  
compte de l'université de  
Tours











**Cahier des clauses administratives  
particulières (CCAP)**

## SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS .....	2
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	4
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	5
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	8
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	11
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	13
9.	FIN DU CONTRAT .....	14

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	<b>Accord-cadre de conception et livraison d'objets promotionnels via une boutique en ligne pour le compte de l'université de Tours</b>
	Acheteur	Université de Tours
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum et avec maximum de <b>540 000 € HT</b> sur 4 ans soit <b>270 000 € HT</b> par période de 2 ans.
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	L'ensemble des sites géographiques de l'Université est concerné par l'accord-cadre
	Durée	48 mois
	Développement durable	Clause environnementale (cf. article 6.3)
	Pénalités de retard	Cf. article 8
	Variation des prix	Révisibles (cf. article 5.1)
	Nature des prix	Prix unitaires

## 1. DÉFINITIONS

	<b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
	<b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	<b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	<b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Accord-cadre de conception et livraison d'objets promotionnels via une boutique en ligne pour le compte de l'université de Tours**

*Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, le marquage, le conditionnement et la livraison d'objets promotionnels pour la communication de l'Université de Tours, via la mise à disposition d'une boutique en ligne.*

*Les différentes fournitures attendues, répartis dans les lots ci-dessous, sont toutes détaillées au sein du Bordereau des prix unitaires (BPU) joint au DCE.*

*Dans le cadre de sa communication externe et interne, l'Université de Tours est amenée à distribuer des objets promotionnels à ses étudiants, personnels, chercheurs, partenaires et invités.*

*L'objectif est notamment le développement du sentiment d'appartenance des étudiants et du personnel de l'Université. Ainsi, il est indispensable que la qualité de ces produits soit en adéquation avec l'image de l'établissement. Consciente de son rôle d'acteur responsable, l'Université de Tours souhaite, au travers de sa gamme d'objets promotionnels, véhiculer sa démarche éthique, durable et responsable.*

*L'utilisation du présent accord-cadre est destinée à l'ensemble des services et composantes de l'Université de Tours (y compris les sites géographiques extérieurs à Tours (Fondettes, Chinon, Blois, etc.) en Indre-et-Loire (37) comme le Loir-et-Cher (41).*

#### ■ Lieu d'exécution :

Les prestations objet du présent accord-cadre concernent l'ensemble des sites de l'Université et devront être directement livrés aux adresses indiquées sur chaque bon de commande, dans les composantes et services des différents sites de l'Université de Tours, y compris en étage sans supplément de prix.

Afin d'obtenir plus de détails sur les différents sites et leur localisation géographique, il est possible de les consulter sur le site Web de l'Université : [www.univ-tours.fr](http://www.univ-tours.fr)

L'accord-cadre comprenant la livraison, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux, il ne pourra pas par la suite invoquer une méconnaissance de ces lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de l'Université.

#### ■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles
- le présent CCAP et ses annexes éventuelles
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles
- le CCAG applicable (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
- l'offre technique et financière (Bordereaux des prix intégrant le taux de remise consenti sur catalogue ou équivalent) du titulaire
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution
- les bons de commande émis par l'Université de Tours

En outre, toutes les dispositions du présent contrat sont soumises à la réglementation européenne et française sur la protection des données dite RGPD.

## 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de Tours** (Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel), représenté par le Président de l'Université de Tours

**Adresse et coordonnées :**

60 rue du Plat D'Etain – BP 12050, 37020 Tours Cedex 1

Téléphone : 02 47 36 66 00

Courriel : [commande-publique@univ-tours.fr](mailto:commande-publique@univ-tours.fr)

Site internet : [www.univ-tours.fr](http://www.univ-tours.fr)

## 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

### ■ Décomposition et forme de l'accord-cadre :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un accord-cadre mono-attributaire à **bons de commande sans minimum et avec maximum** contractuel de 540 000 € HT sur 4 ans soit 270 000 € HT par période de 2 ans, en application des articles R2162-2, R2162-4 1° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations ne sont décomposées en lot. Pour chaque besoin pouvant être satisfait par les références du BPU, il sera fait appel à ce titulaire unique *via* l'émission d'un bon de commande.

### ■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- référence(s) du BPU,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont :

- le Président de l'Université
- le Directeur Général des Services
- les Doyens et Directeurs de composantes, d'écoles, d'instituts et de services ainsi que les Responsables Administratifs, Directeurs de Laboratoires et Responsables de Services Communs et Centraux lorsqu'ils bénéficient d'une délégation de signature.

## 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

### ■ Durée globale du contrat :

Le délai d'exécution démarre à compter de la notification du contrat. La durée du contrat est fixée à deux (2) ans renouvelable une (1) fois deux ans par reconduction tacite de la part de la personne publique, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

L'Administration est la seule fondée à ne pas reconduire le présent accord-cadre à l'issue de la période initiale, par lettre recommandée avec accusé réception au titulaire, trois (3) mois au moins avant l'échéance. Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature et variation des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires** déterminé dans le bordereau de prix (proposition financière intégrant également le taux de remise sur catalogue) du titulaire.

Les prix sont **fermes** pendant la première année d'exécution du marché puis **révisibles** annuellement à la date anniversaire de notification du présent accord-cadre, à la hausse comme à la baisse, et ce par application d'une formule de variation.

La demande de variation doit intervenir au minimum deux (2) mois avant la date anniversaire de notification. Celle-ci devra être envoyée aux adresses mails suivantes :

- [commande-publique@univ-tours.fr](mailto:commande-publique@univ-tours.fr)
- [objetspromo@univ-tours.fr](mailto:objetspromo@univ-tours.fr)

Le pouvoir adjudicateur a, quant à lui, quarante-cinq (45) jours à compter de la réception de la demande pour valider ou demander des précisions.

Lors de cette demande écrite, le titulaire s'engage à faire parvenir à l'Université de Tours l'indice utilisé, le taux de révision et le détail des calculs faisant apparaître les prix initiaux et les prix révisés.

En l'absence de demande dans ce délai ou à défaut de réponse écrite dans un délai de trente (30) jours à compter de l'envoi par le pouvoir adjudicateur d'une demande de correction à la suite d'une erreur de calcul, les prix initiaux ou révisés antérieurement resteront applicables pendant un nouveau semestre.

La révision est effectuée sur l'ensemble des prix figurant au BPU par application de la formule suivante :

$$Cn = I(n) / I(o)$$

Selon les dispositions suivantes :

Cn = coefficient de révision ;

I(n) = valeur du dernier indice de référence publié et définitif à la date de révision (excluant les données provisoires et révisées) soit « mois n » ;

I(o) = valeur de l'indice de référence au mois de remise de l'offre du titulaire ou du mois de la dernière révision soit « mois zéro ».

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le « mois n » étant le mois qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Pour le calcul du coefficient, un **décalage de lecture** de 3 mois est appliqué pour la détermination du Mois M. Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Les indices de références utilisées sont :

Gamme / Référence	Indice
<b>Papeterie et petit électronique</b>	Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Base 2021 – CPF 17.23 – Articles de papeterie, publié à l'INSEE N° 010763807

Gamme / Référence	Indice
<b>Textile</b> <b>3.2</b>	Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Produits manufacturés : Habillement et chaussures, publié à l'INSEE N° 001764291
<b>3.1</b>	Indice des prix de productions des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.41 – Transport routier de fret, publié à l'INSEE N° 010545982
<b>3.3</b>	Indice SYNTEC (coût des salaires des sociétés d'étude et de conseil)

#### ■ Catalogue :

Les prestations objet du contrat sont définies **exclusivement** dans le Bordereau des prix unitaires.

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, les prix sont réputés franco de port à partir de 500 € HT de commande, prenant en compte toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations de service.

Pour toute commande inférieure à 500 € HT, celle-ci pourra faire l'objet d'une livraison facturée, conformément au montant indiqué au BPU.

#### ■ Offres promotionnelles :

L'acheteur pourra bénéficier des remises exceptionnelles du fournisseur. En effet, en supplément / complément de la remise contractualisée ou des prix du BPU, le titulaire pourra proposer des réductions de tarifs si une baisse des prix de ses fournisseurs, une optimisation de son organisation ou des volumes de ventes imprévues le lui permettent.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC. Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Conditions de paiement

#### ■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du bon de commande est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%.

Le taux de l'avance passe à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique. Le montant de l'avance n'est pas révisable.

#### ■ Paiements :

Les paiements s'effectueront sur présentation de factures (une par commande) en un original, correspondantes aux prestations réalisées, selon les articles R. 2191-23 et suivants du code de la commande publique, le délai maximum de paiement étant fixé à trente (30) jours.

Le dépassement du délai précité ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le Titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel, le bénéfice d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux articles L. 2392-10, L. 2192-13, L. 2192-15, L. 3133-13, L. 3133-14 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

Les factures, outre les mentions légales, porteront les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du créancier
- le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur l'acte
- d'engagement
- la référence à l'accord cadre
- le numéro du bon de commande ou du marché subséquent
- la date de facturation
- le montant Hors Taxes
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TVA incluse

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les guides utilisateurs créés par l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat à destination des entreprises se trouvent à l'adresse suivante :

<https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Les paramètres suivants sont à prendre en considération pour le traitement des factures :

- adresse de connexion : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- identifiant : 193 708 005 00478
- service : factures sur marché public et Op. Immobilières – F\_Marches
- numéro du marché ou du bon de commande : numéro obligatoire pour le traitement de la facture (en l'absence de ce numéro, les factures sont rejetées automatiquement)

**Important** : l'exécution financière du présent marché ne concerne que les commandes dites « internes » telles que ces dernières sont décrites au sein du CCTP. Sont exclues de l'exécution financière du présent accord-cadre les commandes dites « individuelles ».

#### ■ Remise des demandes de paiement :

Service facturier de l'Université de Tours (SFACT)

60 rue du Plat d'Etain, 37020 Tours cedex

Téléphone : 02 47 36 64 35

Courriel : [sfact-marches@univ-tours.fr](mailto:sfact-marches@univ-tours.fr)

Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement  
Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points  
J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement  
F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Emballage :

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte. Une fois les produits livrés, les emballages demeurent la propriété de l'Université qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

#### ■ Modalités de livraison :

Il incombe au titulaire de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la livraison des fournitures dans les meilleures conditions (contact téléphonique avant la livraison pour prendre rendez-vous) et prévoir le cas échéant une personne supplémentaire aidant au déchargement et/ou à la mise sur transpalette pour une livraison en étage ou dans un local isolé.

Les livraisons devront être effectuées dans un délai maximum de 10 jours calendaires. Le dépassement du délai d'exécution expose le Titulaire à des pénalités prévues à l'article 8.1 du présent CCAP.

Conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment : la date d'expédition, la référence du contrat, l'identification du titulaire et des fournitures livrées.

#### ■ Transport :

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

### 6.2. Vérification des prestations

#### ■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Le titulaire s'engage fournir, tout au long de l'exécution du marché, l'ensemble des produits référencés au BPU, et ce quel que soit le volume de commandes.

### ■ Qualité des produits :

Le titulaire s'engage à contrôler lui-même chaque livraison à ce que les produits livrés soient conformes à la qualité contractuelle de marquage des prototypes.

Le taux de tolérance éventuellement appliqués entre fabricants et fournisseurs, relatifs aux caractéristiques de produits commandés, ne sont pas opposables au pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'assure donc que les produits livrés correspondent exactement aux caractéristiques exigées par le pouvoir adjudicateur (correspondance et uniformité des tailles, couleurs, etc.).

### ■ Opérations de vérification des fournitures :

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la date de livraison, conformément aux articles 22 et 23.2 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur est particulièrement vigilant lors des opérations de vérification à la conformité des prestations avec les engagements pris par le titulaire dans son offre (adéquation des produits commandés et livrés, qualité des produits, qualité des marquages, respect des délais de livraison, etc.).

Il vérifie également, le cas échéant, que le titulaire a remis la fiche de contrôle qualité et que celle-ci atteste qu'il n'y a pas de non-conformité dans les produits livrés.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG-FCS et rappelées ci-dessous, sous réserve des dérogations qui y sont précisées.

Les décisions pouvant être données à la suite des opérations de vérification :

Décision	Descriptif
Admission	Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 7 jours ouvrés à compter de la livraison par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS.
Ajournement	<p>Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point (reprise de tout ou partie des produits livrés présentant des non-conformités ou des défauts), peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans un délai de 15 jours ouvrés.</p> <p>Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la notification de la décision d'ajournement par dérogation à ce même article.</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-dessous, dans un délai de 5 jours ouvrés courant à compter du refus explicite ou tacite du titulaire. Le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de 5 jours ouvrés vaut décision de rejet des prestations.</li><li>2. En cas de reprise des prestations concernées par le titulaire après décision d'ajournement des prestations (nouvelle livraison des produits dont l'admission a été ajournée), le pouvoir adjudicateur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.</li></ol> <p>Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement. Ces frais d'enlèvement sont inclus dans les prix de l'accord-cadre et ne peuvent faire l'objet d'une facturation supplémentaire. Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.</p>

Décision	Descriptif
Réfaction	Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision est motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations (dans un délai maximum de 2 jours ouvrés, par courriel ou courrier).
Rejet	Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet est motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations (dans un délai maximum de 2 jours ouvrés, par courriel ou courrier). En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché, sans surcoût pour l'université de Tours dans un délai de 10 jours ouvrés maximum. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Ces frais d'enlèvement sont inclus dans les prix de l'accord-cadre et ne peuvent faire l'objet d'une facturation supplémentaire. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

#### ■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Le service en charge de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire est : la Direction de la communication de l'Université de Tours.

#### ■ **Production d'un bilan de commande :**

Le titulaire doit impérativement transmettre un état statistique trimestriel des commandes passées :

- D'une part, par service émetteur des bons de commande en faisant apparaître les références commandées (référence et désignation), les quantités et le chiffre d'affaires généré en euros HT ainsi que le service ayant passé la commande ou la mention commande individuelle dans le cas où celle-ci ne passe pas par un bon de commande.
- D'autre part en globalisant les différentes commandes et en représentant le cumul par article (référence et désignation) et par chiffre d'affaires généré en euros HT.

De plus, chaque titulaire fera apparaître dans son bilan semestriel l'ensemble des éléments liés à sa démarche d'ordre environnemental, social et économique (exemple : le bilan carbone, ...). Le titulaire fera également apparaître le taux d'exécution des commandes passées dans le semestre.

Cette transmission se fera par mail, sous fichier Excel, aux adresses suivants :

- [commande-publique@univ-tours.fr](mailto:commande-publique@univ-tours.fr)
- [objetspromo@univ-tours.fr](mailto:objetspromo@univ-tours.fr)

### **6.3. Développement durable**

#### ■ **Clause environnementale :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Ces obligations sont les suivantes : le titulaire est tenu à une optimisation de ses déplacements dans le cadre de l'exécution du marché ainsi qu'à une utilisation de modes de transport respectueux de l'environnement.

Une attention sera portée au cycle de vie et à la provenance des matières premières permettant la fourniture des produits objet du marché. Les emballages devront également être recyclés ou recyclables. La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution du marché n'incombe pas d'office au titulaire. Néanmoins l'Université de Tours reste ouverte à toute proposition en la matière, laquelle n'emportera pas de surfacturation.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

## 6.4. Autres stipulations

### ■ Clause de réexamen :

**En cas de rupture de stock momentanée**, le titulaire doit proposer à l'administration et au même tarif un produit de substitution de caractéristique et de qualité au moins égales à celles du produit initialement commandé. Toutefois, préalablement à toute rupture et dans un délai raisonnable, le titulaire est tenu d'informer l'Administration par courrier électronique en précisant aussi bien la référence en rupture, que le produit envisagé pour le remplacer, les raisons de la rupture et la date à laquelle la référence du BPU pourra de nouveau être commandée. Le titulaire adressera à ses frais un échantillon permettant à l'administration de s'assurer de la fiabilité du produit de substitution. L'administration confirmera sous sept (7) jours ouvrés s'il accepte la substitution.

Si la substitution est refusée par l'acheteur, le service demandeur peut alors s'adresser à un autre fournisseur.

Pour les autres cas, lorsqu'un ajout d'un article non mentionné dans le BPU est rendu nécessaire pour la bonne exécution du marché, l'acheteur peut procéder à son intégration, avec le consentement du titulaire. La modification prend la forme d'un avenant. Conformément à son obligation de conseil, le titulaire proposera à l'acheteur, dès qu'il en a connaissance, de nouvelles références au moins aussi performantes que celles prévues au BPU.

**En cours d'exécution de l'accord-cadre**, l'Université de Tours aura la possibilité de promouvoir des produits valorisant ses actions, commandables par cette boutique en ligne, mais qui ne seront pas logotés et seront externes aux produits du prestataire. Par application de la présente clause contractuelle, les parties s'entendront sur la faisabilité de la mise en œuvre, de ses conséquences logistiques et financières. L'accord sera matérialisé par un avenant.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

### ■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

### ■ Sous-traitance :

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Toute pénalité appliquée par l'Université de Tours est perceptible soit par déduction sur le montant de la facture relative au bon de commande lors de l'exécution duquel le manquement a été commis, soit, à tout moment jusqu'à la date de paiement du dernier bon de commande émis en exécution de l'accord-cadre, par émission d'un titre de recettes à l'encontre du titulaire.

Ce titre peut porter sur l'intégralité des pénalités applicables, sans préjudice du fait que le ou les bons de commande concerné(s) par le(s) manquement(s) ai(en)t, le cas échéant, donné lieu à un règlement, même définitif. Les pénalités prévues au CCP sont cumulables entre elles.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution / de livraison	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de <b>50,00 €</b> par jour de retard.  Au-delà de 5 jours calendaires de retard, cette pénalité est majorée à <b>75,00 €</b> .  En cas de livraison partielle, la pénalité définie ci-dessus est appliquée dans les mêmes conditions.
Pénalité pour non-conformité des produits	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de non-conformité des produits livrés, le titulaire encourt une pénalité de <b>10 € par article non-conforme</b> et ce sur simple constat de la non-conformité et sans mise en demeure préalable, sans préjudice du renvoi, à ses frais et sous sa responsabilité, des produits conformes.
Pénalité pour tout manquement aux autres obligations contractuelles	Pour tout manquement aux autres obligations contractuelles, une pénalité de <b>150,00 €</b> par manquement constaté sera appliqué.
Pénalité pour non-respect de la clause environnementale	En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire, celui-ci se verra appliquer une pénalité forfaitaire de <b>200,00 €</b> pour tout manquement constaté.

### 8.2. Autres stipulations

#### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution. L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Pénalités pour retard – observations préalables à l'application des pénalités :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ **Pénalités pour retard – plafonnement des montants :**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total hors taxes du bon de commande concerné.

■ **Pénalités pour retard – seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises><https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

**Tribunal Administratif d'Orléans**  
28 rue de la Bretonnerie  
45057 Orléans Cedex 1  
Téléphone : 02 38 77 59 00  
Courriel : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)  
Télécopie : 02 38 53 85 16

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

**Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :**

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Vérifications des prestations* de l'article 6.2 du contrat déroge à l'article 25 du CCAG.

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)